



COMMISSION EUROPÉENNE

[SEUL LE TEXTE PRONONCÉ FAIT FOI]

Dacian Cioloș

Membre de la Commission européenne chargé de l'Agriculture et du Développement rural

Une agriculture moderne, performante et en phase avec les attentes de la société

Cérémonie d'ouverture de la Semaine verte

Berlin, 16 janvier 2014

Sehr verehrte Damen und Herren,

Ich freue mich sehr, heute hier bei der Eröffnung der Grünen Woche dabei zu sein.
Jetzt aber werde ich auf französisch weitersprechen...

Cette année sera une année de décisions importantes pour l'avenir de l'Union européenne.

Je pense, notamment, au rendez-vous des élections européennes et aux débats qui vont les précéder. L'Union européenne est dans un perpétuel processus de construction. Elle a besoin de perspectives claires pour l'avenir.

La Politique agricole commune, dont nous avons décidé d'une réforme récemment, offre une telle perspective européenne à un secteur qui a un très fort impact sur notre quotidien – l'agriculture et l'alimentation, que vous célébrez chaque année d'une manière exemplaire ici à la Semaine Verte.

Avec les 28 Etats membres et avec le Parlement européen, nous venons de réformer la PAC. Cette réforme comporte un choix déjà assumé, d'inciter les agriculteurs à produire ce que demandent les consommateurs et non pas ce qui est décidé par les autorités publiques.

En même temps, nous avons voulu inciter les agriculteurs de prendre en compte non seulement nos choix en tant que consommateurs – des produits alimentaires sains, de qualité et à des prix abordables – mais aussi nos choix en tant que citoyens attachés à la nature et responsables de notre avenir.

Au début des années 2000, l'Europe s'était fixée des objectifs ambitieux : la traçabilité des produits alimentaires, le bien-être animal, la restriction de certaines substances comme les hormones dans l'élevage... Aujourd'hui, avec le verdissement qui incite à des pratiques agricoles durables à l'échelle européenne, nous passons une étape pour relever les défis de la régénération de nos ressources naturelles, qui sont en même temps un bien à valeur économique et d'intérêt public.

Ces deux éléments de notre modèle de production agroalimentaire, intégrant les attentes des consommateurs et la capacité de régénération durable des ressources naturelles productives – sont deux facettes indissociables de la compétitivité d'une agriculture moderne, performante et en phase avec les attentes de la société.

Ce sont deux facettes essentielles du "Made in Europe", qui donnent une identité à part à notre modèle agroalimentaire à travers le monde.

La modernisation de notre agriculture en intégrant le défi de la performance et de la durabilité a besoin d'une alchimie entre deux facteurs : l'innovation et la jeunesse. Ou plutôt l'innovation dans l'agriculture par le rajeunissement du secteur. Les jeunes apportent naturellement des idées novatrices, progressistes et en phase avec la société. Actuellement, seulement 6% des agriculteurs de l'UE ont moins de 35 ans et cela explique beaucoup de choses.

Pour cette raison, la nouvelle Politique agricole commune va soutenir l'innovation, la recherche appliquée et le renouvellement des générations.

Mais les agriculteurs doivent pouvoir vivre de leur travail et la société doit être sensibilisée davantage à la valeur de ce travail.

Pour cette raison, la Commission européenne a proposé récemment un projet législatif pour redéfinir et renforcer la politique de promotion agroalimentaire tant sur le marché intérieur que sur le marché international. Nous proposons de tripler d'ici 2020 l'allocation budgétaire pour ce type d'actions.

Sur le marché intérieur, nous devons mieux faire connaître le degré de sécurité sanitaire et de qualité demandé à nos agriculteurs. Les consommateurs doivent être bien informés quand ils font leurs choix.

Au niveau international, également, les enjeux sont considérables pour notre secteur agroalimentaire, focalisé notamment sur l'exportation des produits élaborés, de qualité, de haute valeur ajoutée.

Notre politique commerciale doit se baser sur les atouts évidents de nos produits agroalimentaires (et cette foire est une preuve de plus que ces atouts existent) et non pas sur des instruments de soutien public aux exportations qui risquent d'affecter la capacité des autres, notamment dans les pays moins développés, de développer leur propre agriculture.

Depuis le 1er janvier, la législation européenne est très claire : les restitutions à l'exportation n'existent plus en tant qu'outil de soutien systématique d'une filière. D'ailleurs, je vous le dis, aujourd'hui, dans le cadre des accords de partenariats préférentiels avec les pays d'Afrique, je suis prêt à proposer de renoncer totalement aux restitutions à l'exportation vers ces destinations – y compris en période de crise quand cet instrument financier peut être mobilisé – ce qui mettra pleinement en cohérence notre politique agricole et notre politique de développement.

Avec l'ensemble de ces orientations, l'Europe est ambitieuse et confiante pour son secteur agricole.

L'Europe se donne les outils pour aider ses agriculteurs à intégrer l'ensemble des facettes de la compétitivité en construisant sur l'atout qui est la diversité des modèles de production et leur compatibilité avec les attentes de la société européenne.

Je suis sûr que l'agriculture allemande va jouer les tout premiers rôles dans cette nouvelle dynamique compte tenu de sa sensibilité au nouveau et de son inépuisable capacité d'évolution.